

Dépôt d'une pétition sur le conflit au Tigré:

«LE CANADA A UNE RESPONSABILITÉ ET NE PEUT DONC SE DÉFILER!»

- STÉPHANE BERGERON

OTTAWA, le 11 mai 2023 — Le député de Montarville et porte-parole du Bloc Québécois en matière d'affaires étrangères et de développement international, M. Stéphane Bergeron, a procédé, le 10 mai dernier, au dépôt, à la Chambre des communes, d'une pétition portant sur la situation dramatique dans laquelle se trouve toujours la région du Tigré, en Éthiopie, et ce, en dépit de la conclusion d'un cessez-le-feu, il y a quelques mois. Les membres de la communauté tigréenne, tant au Québec qu'au Canada, s'inquiètent de cette situation, alors que le Programme alimentaire Mondial a annoncé, il y a quelques jours, qu'il mettrait momentanément un terme à la livraison de nourriture dans la région, de crainte que ces denrées fassent l'objet de détournements.

M. Bergeron a donc fait la déclaration suivante en Chambre: «J'ai l'honneur de déposer une pétition signée par 511 signataires et qui se lit comme suit: "Considérant qu'à cause de la guerre dans la région du Tigré, en Éthiopie, plus de 63 000 habitants se sont réfugiés dans des camps au Soudan, 2,2 millions de civils ont été déplacés à l'intérieur de leur propre pays et plus de 91% des 6 millions d'habitants de la région ont besoin d'aide humanitaire; que les forces éthiopiennes et les envahisseurs venus de l'Érythrée et d'Amhara ont collectivement commis une série d'atrocités, de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité à l'endroit des civils au Tigré; que la guerre au Tigré a provoqué une famine, le Programme alimentaire mondial estimant que 5,2 millions de personnes, soit 91% de la population du Tigré, ont besoin d'une aide alimentaire d'urgence; que l'état de siège et l'embargo imposés empêchent le peuple du Tigré d'avoir accès à de l'aide humanitaire et à des services de base; que les soldats érythréens, éthiopiens et amharas ont systématiquement eu recours à la violence sexuelle comme arme de guerre au Tigré; que, depuis novembre 2020, le Canada a fourni pour 54,5 millions de dollars d'aide humanitaire à l'Éthiopie pour remédier à la crise du Tigré, et qu'il est fort probable que le gouvernement de l'Éthiopie se servira de cet argent pour acheter de l'équipement militaire comme des drones plutôt que pour soulager la population du Tigré et des autres régions de l'Éthiopie».

«Nous, soussignés, citoyennes et citoyens du Canada, prions la Chambre des communes: de demander sur-le-champ au gouvernement de l'Érythrée de cesser son invasion de la région du Tigré en Éthiopie et de retirer ses forces armées de cette région; qu'une aide humanitaire puisse être librement acheminée au Tigré et de demander que des discussions sur l'aide humanitaire soient entamées en vertu de la Résolution 2417 (2018); de cesser d'envoyer à l'Éthiopie des fonds canadiens qui ne sont pas expressément destinés à sauver des vies, jusqu'à la cessation des hostilités; de faire un compte-rendu de la manière dont le Canada a versé des fonds d'aide humanitaire à l'Éthiopie pour venir en aide aux personnes touchées par la guerre dans la région du Tigré; de demander qu'une commission d'enquête dirigée par l'ONU soit autorisée à entrer au Tigré pour enquêter sur les crimes contre l'humanité, les crimes de guerre, les crimes contre la personne et les violations des droits de la personne commis au Tigré.»», a-t-il poursuivi.

«Le cessez-le-feu avait suscité de grands espoirs, ce qui m'avait amené à surseoir au dépôt de cette pétition, mais force est de constater que les exactions n'ont pas cessé et que la crise humanitaire continue de sévir au Tigré. Dans les circonstances, il m'est apparu nécessaire de procéder au dépôt de cette pétition, car le Canada a une certaine responsabilité dans ce dossier. L'Éthiopie est, en effet, le principal bénéficiaire de l'aide publique canadienne au développement. Des officiels d'Affaires mondiales ont par ailleurs reconnu, devant le comité des affaires étrangères et du développement international, qu'il leur était difficile de s'assurer de l'acheminement d'une partie de cette aide au Tigré, qui en a pourtant grand besoin. Dès lors, il est de mise de se demander où va cette aide et en quoi le gouvernement éthiopien, qui se livre à des actes hautement répréhensibles, est-il digne d'être le principal bénéficiaire de l'aide publique canadienne au développement?», a conclu Stéphane Bergeron après la présentation de sa pétition au Parlement.

-30-

Source: Jeanne-Lise Devaux Pelier, agente de communications
Bureau du député Stéphane Bergeron

@ jeanne-lise.devauxpelier.349@parl.gc.ca
☎ 450 922-BLOC (2562)